

M. McINTOSH: M. Walker a abordé la question du commerce du blé avec la Chine en utilisant comme argument les déclarations de MM. Martin et Pearson. Comment peuvent-ils concevoir notre commerce avec la Chine même à l'encontre des désirs des États-Unis? Prennent-ils cela en considération?

M. TAYLOR: Je pense que si. Ils ne le prennent pas officiellement en considération lorsqu'ils nous accusent d'être une marionnette des États-Unis. Ils nous accusent seulement d'actes spécifiques que nous accomplissons. Ils ne se lancent pas dans des campagnes générales de presse ni de propagande contre nous. C'est seulement lorsque nous allons dans un domaine particulier où leurs intérêts sont en jeu, tels que la question de la représentation aux Nations-Unies ou celle du Vietnam. Alors ils se sentent obligés de nous attaquer et de rapprocher nos propositions de celles de Washington et d'affirmer que nous agissons à la solde de Washington, mais il n'existe aucune tendance générale dans la presse chinoise qui tende plutôt à nous ignorer, à nous caricaturer comme un allié fidèle et une marionnette des États-Unis.

M. McINTOSH: Avez-vous déjà eu une conversation avec des représentants au sujet de l'entrée de la Chine aux Nations Unies selon leurs propres conditions?

M. TAYLOR: Je n'ai jamais eu de conversation dans laquelle un représentant chinois ait dévié d'une seule syllabe de la position officielle du Gouvernement chinois.

M. ANDRAS: Monsieur, vous proposez qu'il n'y ait aucun délai dans la reconnaissance de la Chine communiste à cause de la situation interne de la Chine. Est-ce qu'il n'y a pas quelque danger, par exemple, qu'en le faisant en ce moment l'une ou l'autre des factions interprète ce geste comme un encouragement au désordre qui y règne et qu'ainsi nous soyons désormais dans une situation difficile en face des conséquences qui pourraient en résulter. Je veux dire, est-ce que dans ce sens le moment est bien choisi? Je sais qu'à long terme cela a probablement beaucoup de sens, mais est-ce qu'aujourd'hui la situation n'est pas un peu trop délicate?

M. TAYLOR: Cela peut être discuté et, en fait, cela est discuté. Je ne vois aucune difficulté en ce sens simplement parce que le Gouvernement chinois a conservé la forme qu'il avait depuis 1949, avec virtuellement le même personnel. Il n'y a eu aucun changement important dans la diplomatie chinoise, sauf le rappel de l'étranger de plusieurs de leurs diplomates, mais ce n'est pas une situation de guerre civile et l'existence même du Gouvernement n'est pas en jeu. C'est fondamentalement une lutte à l'intérieur du parti. Je ne crois pas qu'en aucun cas cela puisse atteindre les proportions d'une guerre civile. Je crois que le gouvernement demeurera intact et qu'il existe un Gouvernement chinois physiquement inchangé que nous devons reconnaître. Les Chinois soutiennent ces vues et elles sont valables. Ceci est différent de ce qui se passe à l'intérieur du Parti communiste chinois, dans la politique intérieure.

M. ANDRAS: Vous ne pensez pas que l'une ou l'autre des factions—et en dépit de ce que vous affirmez, ces factions existent—interpréterait cela comme «très bien», vous vous débattez dans une lutte interne; nous vous reconnaissons à présent», et qu'il y ait là implicitement un espoir qu'il y aura du changement?

M. TAYLOR: C'est un bon point. La façon avec laquelle se serait présentée, la forme de langage utilisé, devrait être soigneusement considérée si nous décidons d'aller de l'avant—pourvu que nous fassions bien comprendre que nous reconnaissons le Gouvernement de la Chine qui, comme je le fais remarquer, est une entité physique. Nous savons qui ils sont. Je pense que c'est là la question. Aussi loin que nous puissions voir, la situation ne se dirige pas vers le genre de guerre civile où un autre groupe de personnes contrôlant une vaste étendue de territoire se réclame comme représentant de la Chine. La lutte qui se poursuit est à